

ARGUMENTS POUR LA CAMPAGNE MUNICIPALE

(pages 6 et 7)

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 230. — 6 MARS 1965



(Photo Violet.)

REFERENCE

à

LENINE

et

TOGLIATTI

L'UNION DES

ÉTUDIANTS

COMMUNISTES

POUR LA

RENOVATION

de la

DEMOCRATIE

SOCIALISTE

par Jean-Claude GILLET

« En politique, celui qui croit sur parole est un imbécile. » — Lénine

(page 9 et 10)

CAMPAGNE DE BONS DE SOUTIEN

A « TRIBUNE SOCIALISTE »

Depuis sa création, il y a bientôt cinq ans, « Tribune Socialiste » a paru régulièrement sans défaillance : exploit technique réussi chaque semaine par une équipe de militants bénévoles, mais aussi *exploit financier* renouvelé chaque semaine.

La rédaction et l'administration ont constamment cherché à améliorer la formule de notre hebdomadaire. Nous voulons poursuivre cet effort, et nous

avons pour cela besoin du concours de tous.

L'appel que nous avons lancé courant novembre a été en partie entendu et les réabonnements anticipés ont permis de tenir jusqu'à présent. Les nouveaux abonnements reçus sont encore insuffisants pour assurer l'équilibre de « Tribune Socialiste ».

Pour cela, nous espérons que vous continuerez à nous accorder votre con-

fiance et que, dès maintenant, vous nous aiderez :

- en abonnant vos parents et amis,
- en nous envoyant dans la mesure du possible des abonnements et réabonnements de soutien.

— EN REpondant NOMBREUX A NOTRE CAMPAGNE DE BONS DE SOUTIEN

« Tribune Socialiste » est actuellement le seul hebdomadaire socialiste français.

Nous vous demandons de lui permettre de survivre et de continuer sa mission.

C'est pourquoi nous lançons, comme en 1963 et 1964, une grande campagne de bons de soutien à 1 F.

Comme l'année dernière, plus de 1.000 lots seront distribués par tirage

au sort. Le montant total des lots dépassera 3 millions d'anciens francs. Nous publierons prochainement la liste exacte des lots, la date du tirage au sort.

Les billets seront en vente dans toutes les sections sous la responsabilité et le contrôle de la fédération.

Les isolés, adhérents ou sympathisants qui ne pourraient entrer en contact avec une section peuvent s'adres-

ser à « Tribune Socialiste », 54, bd Garibaldi, Paris (15^e), pour obtenir des carnets de bons (carnets de 10 bons, paiement à la commande, C.C.P. D. Garnier, n° 20.898.21, Paris).

Nous vous rappelons que le 1^{er} lot, une voiture Renault R 4L, a été gagné par le Doubs en 1963 et par la Moselle en 1964. Cette année, ce sera peut-être votre tour.

TRIBUNE SOCIALISTE, hebdomadaire du P. S. U, est un journal d'opinion, un journal indépendant de tout groupe financier, un journal libre.

TRIBUNE SOCIALISTE n'a d'autres richesses que le courage et le dévouement des militants qui le conçoivent et des militants qui le diffusent.

TRIBUNE SOCIALISTE n'a d'autres ressources que le montant de la vente.

Amis lecteurs, aidez-nous à faire de cette campagne un grand succès qui permettra à TRIBUNE SOCIALISTE de mieux vous satisfaire

Le Message de Monsieur Frey

LE mimétisme aidant, M. Frey s'est exprimé dimanche dans le style du général de Gaulle.

Il a bien voulu, s'adressant à ses fidèles, leur faire part de l'opinion de l'U.N.R. sur la vie politique française et les tenir informés des décisions qui seront prises pour que le peuple français soit consulté dans le cadre voulu et imposé par le gouvernement.

Une fois de plus est apparue cette évidence que, sous le régime gaulliste, le pouvoir est personnel et la démocratie une formule.

La vie de la France dépend des humeurs, des initiatives et des calculs des leaders du gouvernement gaulliste. Il faut se plier à leurs lois. Encore heureux lorsqu'il informe les citoyens du sort qui les attend.

Le régime impose sans discussion et les rouages qu'il a mis en place exécutent ses desirs.

La machine gaulliste est bien rodée.

★

Pourtant, il semble bien qu'elle improvise souvent ce qui veut être sa logique.

L'U.N.R. a, dimanche, changé de ton.

Avant ce virage, elle ne voyait dans les élections municipales qu'une consultation « apolitique » que le pouvoir voulait bien permettre pour montrer aux notables qu'ils pouvaient encore survivre à condition toutefois de ne pas oublier que leur intérêt était de ne pas déplaire à la source des subsides.

L'ordre et le profit, ces deux pôles du conservatisme, ainsi promis, de Gaulle y retrouverait les siens. Il se jouerait des oppositions divisées et les statistiques du ministère de l'Intérieur feraient le reste.

La loi électorale éfait faite sur mesure.

D'un côté les affreux, de l'autre les sujets.

Aujourd'hui donc, les élections sont devenues « politiques » et les états-majors U.N.R. sont mobilisés. Que s'est-il donc passé ?

Tout simplement que la loi électorale voulue par le pouvoir se retourne contre l'U.N.R., la repousse à droite, éloigne les leaders centristes sinon leurs électeurs, et favorise l'unité de la gauche.

A ce jeu triangulaire, l'échec U.N.R. est probable et la colère du général certaine.

Alors, M. Frey sentant venir le danger prend les devants.

Il menace : qui n'est pas avec nous est contre nous ; qui ne nous aide pas ne bénéficiera pas de nos largesses et de nos faveurs ; qui ne nous soutient pas aujourd'hui sera écarté de notre future combinaison électorale.

Il propose : nous acceptons de laisser venir à nous ces citoyens tremblants en quête de notre bénédiction, nous leur « faisons signe » dit le bon apôtre. Alors, tous, touchés par la grâce, viendront à nous. Nous consentirons à les nourrir.

Ils formeront « la base » qui manque tellement à l'U.N.R., ils seront l'infanterie de ce Parti conservateur baptisé de Renouveau qui s'agrippera aux devins du gaullisme.

Ce « Parti du Centre », précise M. Frey à ceux qui auraient l'oreille dure, sera mis à l'épreuve du feu à l'occasion, d'une part, d'un plébiscite pour de Gaulle, d'autre part, et pourquoi pas, à la suite, à l'occasion d'élections législatives au scrutin majoritaire et à un tour.

Par conséquent, hommes du centre qui voulez être élus, pas d'hésitation, il vous faut rejoindre le nouveau parti, élargi et contrôlé.

★

Chef d'orchestre, très sûr de lui, hautain et condescendant, Roger Frey a bien voulu quand même parler de l'opposition. Il en nie l'efficacité et se gausse de ses divisions et de ses opportunistes.

Soyons objectifs, les traits les plus acérés, ceux qui toucheront le mieux les électeurs, ne sont, hélas ! pas tous émoussés. Et pour nous qui ne cessons de l'écrire, il est vrai que les attitudes inexplicables et inacceptables choisies pour de simples raisons tactiques se retournent contre leurs auteurs.

Rappelez-vous nos avertissements : « On fait le jeu du gaullisme... »

La preuve nous en est donnée. Qui n'a pas une attitude claire, cohérente et honnête mérite les coups de bâton qu'il reçoit.

Qui, dans le régime gaulliste, veut être subtil, habile, opportuniste, dessert les idées qu'il défend et affaiblit le camp à qui il appartient.

Ce jugement méprisant du ministère de l'Intérieur devrait amener à réfléchir les partis et les hommes de la gauche française.

Nous, qui sommes sévères pour nos par-

tenaires en essayant de leur faire comprendre l'erreur où les mène leur dogmatisme ou leur opportunisme, avons nettement conscience que notre seule présence ne suffit pas, et que nous sommes tous concernés par ces attaques de l'U.N.R., tous atteints, et que par conséquent notre riposte doit être commune.

L'élection présidentielle et les futures élections législatives nous imposent, à gauche, de cesser de jouer avec nos défauts.

Comment le P.C. ne voit-il pas que l'unité de la gauche lui impose une transformation de ses méthodes internes, de ses conceptions démocratiques, de ses rapports avec les autres partis et formations socialistes.

Comment la S.F.I.O. ne voit-elle pas que les jongleries de ses responsables mènent à sa déconsidération et nuisent à tout véritable regroupement socialiste.

Comment Gaston Defferre ne voit-il pas qu'il ne peut plus être le candidat de la gauche après ses accords locaux et ses sourires aux formations centristes qui sur le plan national demeurent avant tout sensibles aux promesses et aux menaces de ceux qui détiennent le pouvoir du capitalisme.

La minute de vérité approche. La gauche vaincra là où la réaction des hommes aura été plus forte que la stratégie et la tactique des états-majors.

La gauche perdra, là où les intérêts particuliers auront pris le pas sur la conscience lucide du combat général.

Bientôt, si la gauche, même par réaction d'autodéfense, accélère le processus de son action commune, c'est elle qui verra en face d'elle un centre écartelé, un conservatisme divisé, une U.N.R. aux abois, c'est elle qui aux yeux de l'opinion sera la seule force cohérente.

Dans la lutte actuelle, il ne faut pas avoir peur de tirer les leçons de ses erreurs ou de ses fautes.

C'est à cet examen de conscience que le P.S.U. convie chaque organisation de gauche.

Quand le message de l'adversaire est clair, la gauche n'a plus aucune excuse à rechercher.

C'est en elle que réside son mal.

C'est en elle que se trouve sa victoire.

Harris PUISAIS.

Dans 3 arrondissements de Paris, le P.S.U. n'a aucun candidat sur les listes d'Union démocratique. Le P.S.U. a décidé néanmoins de soutenir ces listes. Les électeurs, les sympathisants du Parti doivent savoir POURQUOI. A cette fin, la Fédération de Paris organise 3 meetings :

MARDI 9 MARS 1965 à 21 heures

HOTEL MODERNE

8 bis, place de la République-11'

avec

Yves DECHEZELLES - Gilles MARTINET

Jean POPEREN

Paulette LEGUIEL
Militante syndicaliste

Jean-Claude LAPON
Militant syndicaliste

sous la Présidence d'YVES JOUFFA

MERCREDI 10 MARS 1965 à 21 heures

SALON DES PREVOYANTS

279, rue des Pyrénées-20' - M^e Gambetta

avec

Serge MALLET - Gilles MARTINET

Robert VERDIER

Pierre MARCHI
Militant syndicaliste

Jean AUGER
Militant syndicaliste

André GOZARD
Militant syndicaliste

sous la Présidence de JACQUES RAYNAUD

VENDREDI 12 MARS 1965 à 21 heures

CINEMA MARCADET

110, rue Marcadet-18' - Métro Jules-Joffrin

avec

Marc HEURGON - Daniel MAYER

Harris PUISAIS

Gérard CARLES
Militant syndicaliste

Pierre PELLISSIER
Militant syndicaliste

sous la Présidence de PAUL ANXIONNAZ

MUNICIPALES

Seine-Banlieue

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. constate qu'à Champigny-sur-Marne (60.000 habitants) malgré les efforts patients de la section du P.S.U., il n'y aura malheureusement pas de liste unie de la gauche pour les prochaines élections municipales.

Comme dans toutes les communes de plus de 30.000 habitants, où il détient actuellement la mairie, le Parti communiste a jeté l'exclusive contre le P.S.U. et a refusé de l'inclure dans les listes qu'il présente avec le soutien de la S.F.I.O.

A la liste communiste, soutenue par la S.F.I.O. et à la liste gaulliste-indépendante - poujadiste s'opposera donc à Champigny une *Liste d'entente socialiste et démocratique*, présentée par le P.S.U., avec l'appui de personnalités, de syndicalistes, de membres d'organisations culturelles et populaires, non engagés politiquement, mais ayant opté pour un socialisme authentique.

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. envisage la constitution de listes du même type dans d'autres communes de plus de 30.000 habitants où l'accord aura été rendu impossible à cause des positions de ses partenaires politiques.

★

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. annonce que trois nouvelles sections :

- Alfortville,
- Montrouge,
- Noisy-le-Sec,

ont pu signer un accord avec le Parti communiste, la S.F.I.O. et le Parti radical, en vue de présenter, aux prochaines élections municipales, une liste unie de la gauche, comprenant aussi des personnalités républicaines et des syndicalistes.

Cela porte à douze le nombre de communes de la Seine de plus de 30.000 habitants où un tel accord est maintenant réalisé.

Répartition des sièges dans ces trois communes :

Alfortville : 31 sièges : 15 P.C., 7 S.F.I.O., 4 P.S.U. dont un maire-adjoint, 5 personnalités locales et syndicalistes ;

Montrouge : 33 sièges : 17 P.C., 10 S.F.I.O., 6 P.S.U. dont un maire-adjoint ;

Noisy-le-Sec : 31 sièges : 14 P.C., 7 S.F.I.O., 4 radicaux, 4 P.S.U. dont un maire-adjoint, 2 personnalités locales.

★

La Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. constate qu'à la veille du dépôt des listes pour les élections municipales la situation pour la ville de Puteaux illustre particulièrement les contradictions internes de la S.F.I.O.

Celle-ci détient dans la Seine 8 communes de plus de 30.000 habitants. Dans six d'entre elles les maires repoussent l'alliance à gauche, c'est-à-dire refusent de se plier à l'accord signé par leur fédération.

Le président du Conseil général, Georges Dardel, qui occupe ce poste grâce aux élus de la gauche entend conserver la mairie de Puteaux avec l'aide des suffrages de la droite.

Il ne peut même pas invoquer, pour justifier cette alliance contre nature, sa nécessité pour la victoire, car à Puteaux les forces ouvrières et socialistes détiendraient et de loin la majorité à elles seules.

A Puteaux, dès le début du mois de décembre 1964 la section P.S.U. avait proposé aux partis de gauche, aux syndicats et aux animateurs locaux la discussion d'un programme commun, susceptible de servir de base à la constitution d'une liste d'union démocratique. Ces propositions n'ont été retenues ni par le P.C., ni par la S.F.I.O.

Mais aujourd'hui il faut tout faire pour battre l'allié de la réaction à Puteaux, Georges Dardel, et la section P.S.U. de Puteaux, soutenue par sa fédération mettra tout en œuvre pour essayer de réaliser cet assainissement, avec le Parti communiste et les militants locaux qui choisissent la rigueur politique.

Onze nouvelles présences PSU dans la banlieue

Dans une série de communiqués parus au cours de cette dernière quinzaine, la Fédération Seine-Banlieue du P.S.U. a annoncé au fur et à mesure de leur réalisation, des listes d'accords avec le parti communiste et la S.F.I.O., ou des listes P.S.U. présentées avec la participation de syndicalistes et d'animateurs locaux, dans les communes où un accord était impossible avec les autres partis politiques de gauche, du fait de l'exclusive du P.C. à l'égard du P.S.U. et des positions ambiguës ou des alliances inacceptables de la S.F.I.O. avec le centre ou la droite.

Aujourd'hui la Fédération Seine-Banlieue annonce une nouvelle série de listes P.S.U. élargies : des militants syndicalistes ou à des animateurs d'associations populaires. Il s'agit de Bobigny et de Vitry, pour

les communes de plus de 30.000 habitants, et de Romainville, Thiais, Le Kremlin-Bicêtre et Fresnes, pour les communes de moins de 30.000 habitants. Dans d'autres communes, les sections P.S.U. préparent actuellement des listes du même type.

Dans une autre série de communes, le P.S.U. a dû se résigner à ne réaliser l'union qu'avec un seul des deux autres partis de gauche : à Clichy, à Puteaux et à Châtillon-sous-Bagneux où le P.S.U. figure sur une liste commune avec le Parti communiste tandis que la S.F.I.O. s'en tient à un accord droitier, ainsi qu'à Fontenay-aux-Roses et à Rosny-sous-Bois où le P.S.U. s'allie avec la S.F.I.O., le Parti communiste ayant refusé de faire une liste d'union au premier tour dans des communes de moins de 30.000 habitants.

Loiret : Union de la gauche à Orléans et à Gien

La préparation des élections municipales dans le Loiret montre les difficultés auxquelles se heurte présentement l'union de la gauche, et les résultats qui peuvent être obtenus par de patients efforts dans le sens de l'unité et du renouvellement des forces démocratiques et socialistes.

L'exemple d'Orléans est à cet égard très significatif. Dès juin 1963, conformément aux décisions du Comité politique national, le P.S.U. s'est adressé au Parti Communiste, à la S.F.I.O. et au Parti radical (qui représente une force électorale relativement importante) pour leur proposer

la constitution d'une liste commune face à la municipalité en place composée d'U.N.R., de M.R.P., d'Indépendants et de M. Secrétain, maire (ancien député U.D.S.R.). Il apparut rapidement que le Parti radical et la S.F.I.O. recherchaient un accord avec le M.R.P. et éventuellement avec M. Secrétain qu'il se faisait fort de détacher de l'U.N.R. pour constituer une liste centriste.

Le P.S.U. fit savoir qu'il s'opposait pour des raisons de principe à une telle proposition, laquelle lui semblait en outre irréaliste compte tenu des conditions politiques locales. Le P.C.

prit une position identique. Les mois passèrent. Sans rompre les contacts avec les autres partis de gauche, le P.S.U. déclara publiquement à plusieurs reprises qu'il condamnait toute entente avec une partie de la droite et qu'en cas de désaccord pour la constitution d'une liste commune, il présenterait une liste étendue à des responsables d'organisations populaires.

Lorsque fut connue la rupture des pourparlers entre le M.R.P., d'une part, les radicaux et la S.F.I.O. d'autre part, la section d'Orléans du P.S.U. s'adressa à la section S.F.I.O. pour lui demander de « ne pas prendre la responsabilité, face à l'U.N.R. et à ses alliés, de diviser la gauche en fractions rivales ». La S.F.I.O. parut un moment favorable à la participation à une liste commune avec les autres partis de gauche mais finalement, demeurant sourde à leur appel, elle opta — invoquant notamment l'affaire de Marseille — pour une solution centriste. Entre temps, le Parti radical s'était rallié à la liste de gauche (toutefois certaines notabilités radicales n'y participent pas).

La liste d'Union démocratique présentée par le Parti radical, le P.C. et le P.S.U. a été étendue aux indépendants de gauche, à des syndicalistes et à des chrétiens de gauche. Cet élargissement a pour résultat de porter de cinq à dix le nombre des candidats P.S.U. ou apparentés. Dans l'élaboration du programme, nos camarades ont insisté sur la priorité à accorder à la défense des intérêts des classes défavorisées (notamment en matière de logement, 5.000 demandes non satisfaites à Orléans), sur la démocratisation et la planification de la gestion municipale.

A l'heure où j'écris, on ignore encore si la S.F.I.O., isolée, parviendra à constituer une liste. En toute hypothèse, il sera intéressant de voir

comment voteront les électeurs socialistes.

A Saint-Jean-de-Braye, dans la banlieue nord d'Orléans, un accord est par contre intervenu entre les quatre partis de gauche pour présenter une liste commune. Le maire sortant (M.R.P.) est très menacé. Des camarades participent également à des listes d'union de la gauche à Olivet et à Beaugency.

A Gien, une liste composée de membres du P.C., de la S.F.I.O., du P.S.U. et de personnalités sera conduite par notre ami Chibout, unique mais actif représentant de la gauche depuis dix ans au conseil municipal. La compétition sera vive entre cette liste et celle du maire sortant, le docteur Boyer (« apolitique » soutenu par l'U.N.R.).

A Montargis, les pourparlers entre les partis de gauche ont échoué, la S.F.I.O. maintenant son alliance avec le maire sortant Szigeti (centre-droit).

A Amilly, commune de la banlieue de Montargis, promise à un important avenir industriel, une liste présentée par le P.C. et le P.S.U. a été constituée contre le maire S.F.I.O. sortant, soucieux de jouer une carte « apolitique ».

Par contre à Vésines-Châlette, désireux d'apparaître comme la seule force de gauche, le P.C. a refusé notre proposition d'une liste commune contre la coalition S.F.I.O.-droite (après avoir tenté de faire figurer sur sa liste un de nos camarades, responsable de la C.G.T. à l'usine Hutchinson).

Limité à quelques communes importantes, ce tour d'horizon a pour but d'illustrer — avec ses ombres et ses lumières — le combat que mène la gauche dans un département qui ne lui est pas particulièrement favorable.

Maurice Combes.

Rhône : Accord PCF - PSU à Lyon et Villeurbanne

Un accord a été conclu dans les deux grandes villes du département.

A Lyon, les 61 candidats se répartissent ainsi : 40 P.C.F., 15 P.S.U., 6 autres personnes agréées par les deux partis.

Face aux listes de l'U.N.R. dirigées par Herzog et aux listes du maire sortant Pradel qui leur a donné modestement son nom P.R.A.D.E.L. (Pour la Réalisation Active des Espérances Lyonnaises), nos listes d'Union démocratique seront-elles les seules à défendre les intérêts des travailleurs. Etant donné les moyens financiers et les supports publicitaires dont disposent les deux listes de droite, la bataille sera difficile mais il est probable cependant que nous l'emporterons dans deux ou trois secteurs (Lyon est divisée en neuf secteurs). La S.F.I.O. a délégué quatre de ses membres sur les listes P.R.A.D.E.L.; il y figureront aux côtés des amis de Soustelle et autres fascistes.

A Villeurbanne, les 37 candidats se répartissent ainsi : 27 P.C.F., 6 P.S.U., 4 autres personnes agréées par les deux partis. Il est entendu qu'en cas de victoire, l'un des adjoints serait pris parmi les élus du P.S.U.

Face à la liste « présentée par Etienne Gagnaire, officier de la Légion d'honneur », qui comprend essentiellement des directeurs d'usine et des réactionnaires connus, notre liste d'Union démocratique doit rallier toutes les voix de gauche. Ses chances de vaincre sont donc réelles dans cette cité ouvrière.

Le P.C.F. n'ayant pas voulu, suivant en cela ses décisions nationales, étendre l'alliance dès le premier tour aux villes de moins de 30.000 habitants, le P.S.U. présentera des listes élargies à d'autres militants syndicaux, familiaux et laïques à Caluire, Villefranche, Neuville, Oullins.

Dijon : Liste d'Union démocratique

A Dijon, le P.S.U., le P.C., la S.F.I.O., la Jeune République, présentent une liste d'Union démocratique qui insiste sur un programme d'équipements destinés à satisfaire les besoins de la population laborieuse, et sur la rénovation de la démocratie dans la vie municipale. La liste, comprenant 14 communistes, 14 S.F.I.O., 4 P.S.U., deux radicaux, trois personnalités de gauche, sera conduite par un membre de la S.F.I.O. En face, le

chanoine Kir et sa municipalité, très traditionnellement indépendante et conservatrice, et une liste qui se prétend apolitique parce qu'un assez grand nombre de ses membres n'ont pas actuellement en poche leur carte U.N.R., même s'ils naviguent depuis des années dans les eaux de la politique officielle.

La liste de gauche tiendra, le 10 mars, au Palais de la Foire, un important meeting.

Corrèze

TULLE : (— de 30.000 habitants. Municipalité sortante S.F.I.O., radicaux, M.R.P., divers droite, Maire : M. Moutalat, député S.F.I.O.).

Situation très embrouillée : le maire sortant tient à reconduire son alliance avec la droite, écartant du même coup le P.C. Les radicaux laissent peser la menace d'une alliance avec l'U.N.R. pour marchander leur participation ; une liste « apolitique »

menée par un ancien maire radical dissident, qui ne cache point son antipathie pour le maire sortant, vient déséquilibrer la municipalité actuelle et on parle d'une quatrième liste ! Que fera l'U.N.R. ? Soutiendra-t-elle Moutalat ou ses rivaux radicaux ; présentera-t-elle une liste ou s'abstiendra-t-elle ? Rien ne permet

actuellement de pencher pour une hypothèse plutôt que pour l'autre.

Des pourparlers sont en cours entre P.C. et P.S.U. pour la mise sur pied d'une liste commune.

BRIVE (+ de 30.000 habitants. Municipalité sortante : radicaux, S.F.I.O., P.C., maire radical).

La section P.S.U. avait été la première, dès mars 1964, au cours de réunions communes puis de contacts séparés, à proposer à la S.F.I.O., aux radicaux et au P.C. une liste d'union dès le premier tour. Très tôt, elle se heurtait à l'exclusive de Jacques Chaminate, leader communiste local: celui-ci n'envisageait que la reconduction du maire sortant radical ou une tête de liste communiste. Le maire sortant renonçait par la suite à patronner une liste et s'effaçait derrière Jean Labonnie, ex-radical menésiste et U.D.F., conseiller général. Le P.C. maintenait son exigence et en faisait la condition « sine qua non » de sa participation à une liste d'union alors qu'il représente 43 p. 100 des voix de gauche. Il refusait même des propositions avantageuses (12 sièges dont 2 adjoints pour 5 qu'il détient actuellement) et préférait présenter une liste homogène de 31 communistes. Cette politique du « tout ou rien », ignorante des réalités locales, empêchait la mise sur pied d'une union complète à laquelle le P.S.U. a œuvré de toutes ses forces.

Cette intransigeance crée un émoi certain dans l'opinion et au sein même de la section communiste dont certains militants ne réussissent pas à comprendre les mobiles qui ont poussé leur responsable dans cette voie. De telles réactions ne sont guère habituelles au sein du P.C. et doivent conduire à une évolution qui facilitera, n'en doutons point, nos efforts vers l'unité.

Trois listes seront donc en présence : une liste U.N.R.-M.R.P. dirigée par Charbonnel, député, une liste communiste menée par J. Chaminate et une liste d'« Union Démocratique et d'Action communale » présidée par Jean Labrunie, conseiller général qui rassemble les personnalités de gauche, le parti radical, la S.F.I.O. et le P.S.U., un poste de maire-adjoint étant réservé à ce dernier.

EGLETONS : en décembre dernier,

notre camarade Gérard Denecker, secrétaire fédéral, participait à un meeting P.S.U. au cours duquel un intéressant dialogue s'ouvrait avec des intellectuels du P.C. Le dialogue s'est poursuivi puisque P.C. et P.S.U. feront liste commune ; toutes les tentatives pour amener la S.F.I.O. ont échoué.

Une deuxième liste est conduite par Charles Spinasse, ancien ministre du Front populaire puis... collaborateur notoire et comprend des socialistes S.F.I.O. et des éléments de droite.

BEYNAT (municipalité radicaux-U.N.R., maire radical). A l'initiative de la dynamique section P.S.U., une liste P.C.-S.F.I.O.-P.S.U. s'opposera à la municipalité sortante.

UZERCHE (municipalité P.C., maire communiste). Le P.S.U. participe à une liste d'union avec le Parti communiste.

MARCILLAC-LA-CROISILLE (municipalité S.F.I.O., divers centre et droite, maire S.F.I.O.). Le P.S.U. a fait des propositions de liste unique au P.C. et à la S.F.I.O. : refus catégorique du P.C. La S.F.I.O. refuse de se séparer des éléments de droite auxquels elle est alliée.

Le P.S.U. présentera une liste homogène incomplète (5 sur 13).

Il faut ajouter que par l'intermédiaire de quelques militants isolés ou de sympathisants, le P.S.U. sera également présent dans plusieurs autres communes du département.

J.-C. MOQUET.

DREUX

REUNION PUBLIQUE

le mercredi 10 mars à 21 h.

Salle des Conférenciers

Rue Saint-Thibault

DROUETS, comment

voterez-vous le 14 mars ?

avec **Marc HEURGON**

Membre du Bureau National du P.S.U.



(Photo A.D.P.)

Le rapport des commissions Grégoire (ci-dessus Roger Gregoire) se montrerait favorable à des pourparlers...

en invoquant une hypothétique stabilité des prix.

D'autre part, le S.M.I.G. sera augmenté de 2 % au 1^{er} mars. Il ne serait plus basé seulement sur l'indice des 179 articles, mais son évolution tiendrait compte également de l'expansion économique. Bien qu'il y ait là un certain progrès, les syndicats jugent l'augmentation prévue insuffisante, ainsi qu'en témoigne leur vote défavorable à la Commission supérieure des conventions collectives. Ils critiquent par ailleurs le fait que le salaire minimum agricole soit inférieur au salaire industriel et s'en prennent aux abattements de zone (qui seraient réduits de -6 à -5 %).

Une fois de plus, le pouvoir gaulliste octroie plus qu'il ne négocie. Cependant, le rapport des forces ne permet guère d'envisager prochainement une relance de l'action revendicative.

nement une relance de l'action revendicative.

M. C.

P. S. — Le gouvernement a décidé également une extension des pouvoirs des comités d'entreprise et l'octroi de certaines facilités aux représentants syndicaux au sein des comités. En principe, les comités d'entreprise disposent déjà de certains pouvoirs consultatifs qui ne sont pas toujours utilisés en raison de la mauvaise volonté patronale et des insuffisances syndicales. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

Le statut des entreprises nationalisées nécessiterait également d'importantes réformes. A cet égard, nous examinerons la semaine prochaine les propositions faites par la Fédération C.G.T. des cheminots à l'occasion d'une récente conférence de presse.

SYNDICATS

Reprise des pourparlers avec le gouvernement

Les mouvements du 11 décembre, des 27 et 28 janvier, n'ont pas amené le gouvernement à renoncer aux procédures qu'il a instituées pour la discussion sur les salaires dans le secteur public. Toutefois, après le rapport des commissions Grégoire, le Pouvoir se montre apparemment favorable à des pourparlers avec les syndicats. Il a soin, dans cette conjoncture pré-électorale, de ne pas adopter une attitude trop brutale, trop intransigente, mais il est clair, compte tenu des exigences du plan de stabilisation, qu'il ne peut accorder que des mielles.

De leur côté, les syndicats ne sont pas dans une position de force. La grève du 11 décembre avait été une réussite. Le mouvement des 27 et 28 janvier — sans être un échec — n'a pas eu la même puissance, le même retentissement. Les rivalités syndicales, avivées par la déconfessionnalisation de la C.F.T.C., sont apparues à l'arrière-plan. La combativité des travailleurs a diminué, même dans le secteur public.

Il est vrai que dans le secteur privé le marasme économique est peu favorable aux actions revendicatives. Licenciements et réductions d'horaires touchent de nombreuses branches : construction électrique, construction navale, électro-ménager, métallurgie et surtout textile. Ce n'est que dans les branches qui demeurent en expansion, comme les industries chimiques, que la pression syndicale peut s'exercer pleinement (ainsi qu'en témoignent les trois journées d'action organisées par les Fédérations C.G.T., C.F.D.T. et F.O. des industries chimiques).

Toutes les centrales affirment leur volonté de négociation. On a même entendu Benoît Frachon évoquer ces derniers temps les accords Malignon ! Cependant, le C.N.P.F. n'a pas répondu à la lettre de la C.G.T., pas plus qu'il n'avait donné suite aux propositions de discussion de la C.F.T.C. Il se contente de parler avec F.O. et ses recommandations (par exemple en ce qui concerne la quatrième semaine de congé) n'impressionnent guère les dirigeants des entreprises marginales. Le petit et moyen capitalisme critique volontiers le pouvoir gaulliste. Cela peut favoriser certains accords type « cartel des non », sur le plan électoral (entre les Indépendants et la S.F.I.O.), mais cela ne va pas jusqu'à provoquer des concessions sur le plan des salaires, le patronat invoquant la réglementation des prix pour s'opposer au rajustement des rémunérations.

Et ce n'est pas l'augmentation du nombre des demandes d'emploi non satisfaites qui joue en faveur des salariés.

Aussi bien, la dégradation de la situation dans le secteur privé renforce la position de l'Etat-patron par rapport à ses propres employés. Le gouvernement n'entend pas satisfaire les revendications des syndicats en ce qui concerne le « contentieux » 63-64. C'est ainsi que les cheminots se verraient seulement attribuer 0,7 % au titre de la productivité. Pour 1965, on ne dépasserait pas en moyenne les 4 % d'augmentation annuels illustrés jadis par Debré, pourcentage que le gouvernement s'efforce de justifier

Pour faire connaître **TRIBUNE SOCIALISTE** et aider à sa diffusion

« Mens sana in corpore sano ». Le P.S.U. non content de compter dans ses rangs des prix littéraires tels que Colette Audry, J.-P. Faye, Breitman et Conchon, se préoccupe également du sport. Si le lauréat du Goncourt 1964 milite dans notre parti, Claude Bourdet au Conseil municipal est le défenseur acharné du sport à l'école. Et si certains prétendent que le P.S.U. compte professeurs, instituteurs et journalistes en grand nombre, les sportifs ne sont guère oubliés. Ainsi notre camarade Pierre Nicou, de la section d'Aubervilliers qui peut se vanter d'être sportif émérite et un ancien cycliste de classe, a mis sur pied deux épreuves cyclistes qui sont toutes deux patronnées par « Tribune Socialiste ».

Dimanche prochain à Vauciennes (Oise), « T. S. » sera au départ de la première épreuve, le Prix « Arcos » destiné aux jeunes de 4^e catégorie. Cette course a à traverser huit communes.

La seconde épreuve, la plus importante Paris-Rocroi-Bruxelles, aura lieu les 10 et 11 avril.

En effet, cette compétition, véritable épreuve cycliste internationale en deux étapes, réservée aux amateurs et indépendants toutes catégories, verra la participation de l'élite française et étrangère. 5 équipes belges et 6 françaises.

Le départ aura lieu le samedi 10 avril à 12 heures à Vauciennes, en présence naturellement de « Tribune », arrivée de la première étape vers 16 h. 15 environ à Rocroi. Ville de notre camarade André-Pierre Vienot.

Départ de la seconde étape le 11, en direction de Bruxelles. Cette course traversera de nombreuses localités de l'Oise, de l'Aisne et des Ardennes avant de pénétrer en Belgique via Bruxelles.

Camarades sportifs, amis du P.S.U., lecteurs de « Tribune Socialiste », soyez tous aux rendez-vous des épreuves cyclistes de « T. S. ». Nous comptons sur votre présence pour assurer le succès de cette sympathique épreuve sportive.

D. L.

Ce numéro de « Tribune Socialiste » a été tiré à 100.000 exemplaires.

ARGUMENTS POUR LA

POUR UN CANDIDAT UNIQUE DE LA GAUCHE à l'élection présidentielle

Depuis plusieurs mois, l'opinion française est alertée à propos de la future élection présidentielle.

Qui succédera à de Gaulle ?

Quels hommes politiques s'opposent à de Gaulle ?

A ce jour, on a vu se fabriquer un Monsieur X., qu'on a cru voir ressembler à Gaston Defferre, un fantôme bien nommé, Cornu, à qui personne ne pense déjà même plus, et un trublion à voix de basse, Tixier-Vignancour, qui sonne le rassemblement des Maurassiens aux O.A.S. Que dire du comportement de ces trois hommes ?

Le premier déçoit et déjà sa ressemblance avec l'X espéré est discutée, le second se veut poujadiste de salon et le troisième bat les estrades face aux curieux et badauds.

En conclusion, trois hommes en représentation.

Mais à ce spectacle la vedette reste à de Gaulle. Sur ce terrain-là, il est sûr de vaincre.

Son seul souhait, celui aussi des « féaux » de son gouvernement, étant que ces Messieurs continuent à s'égarer ainsi. Il les voit appliquer sa propre méthode et venir combattre sur le terrain qu'il a choisi. Il ne les craint pas. Il les battra.

Or il faut vaincre de Gaulle ou sinon l'affaiblir. Il faut dénoncer le régime gaulliste, adversaire de la démocratie et serviteur du capitalisme. Il faut abattre le pouvoir personnel et ouvrir la voie à une démocratie socialiste.

Mais, pour y arriver, il ne faut pas prendre de demi-mesures, proposer des modifications de détail, amender la loi gaulliste.

Il faut condamner le régime dans son entier et sans aucune restriction.

Il faut très franchement dire que la chute du gaullisme entraîne :

— l'abrogation de la Constitution de 1958,

— la dissolution immédiate des Assemblées,

— la formation d'un gouvernement de transition avec le concours des organisations de la coalition victorieuse et chargé :

— de prendre toutes décisions pour rétablir les règles démocratiques,

— de présenter dans un délai de deux mois une Constitution dont les grandes lignes auront été établies préalablement par les formations de gauche.

Le respect de ces principes impose donc deux conditions :

1°) Tout candidat qui, pour des raisons de comptabilité électorale, se refuserait à définir clairement son programme ne pourrait qu'être imprécis et inefficace. Il nous ramènerait aux plus mauvais jours de la IV^e République, ceux où des majorités hétérogènes se succédaient les unes après les autres, dans l'incapacité et la complaisance.

2°) Ce programme doit être commun à tous ceux qui soutiendront le candidat. Ils doivent donc s'être mis d'accord auparavant sur les objectifs à court et moyen terme d'une politique réaliste et applicable.

C'est pourquoi le P.S.U. a pris l'initiative, en novembre 1964, de proposer au Parti communiste, à la S.F.I.O., à son candidat, Gaston Defferre, et à l'ensemble des organisations populaires une plate-forme portant sur quatre points essentiels.

1°) Les institutions de la période de transition ;

2°) Les principes d'une politique d'indépendance européenne ;

3°) Les données d'une réforme démocratique de l'enseignement ;

4°) Les objectifs et moyens d'un contre-plan économique et social.

Le P.S.U. estime qu'on ne peut pas combattre valablement et efficacement le régime gaulliste si on ne lui oppose pas sur ces quatre points des objectifs précis et clairs.

C'est faire le jeu du gaullisme que de rester vague, confus et imprécis.

Où en sommes-nous à ce jour ? Gaston Defferre, interrogé, a répondu négativement aux trois questions que nous lui posions et que nous rappelons :

— OUI ou NON, considérez-vous que l'établissement d'un programme constitue la « priorité des priorités » pour le candidat qui entend représenter l'ensemble de la gauche ?

— OUI ou NON, pensez-vous qu'un tel programme puisse être conçu en dehors de toute discussion avec les formations politiques et ouvrières de la gauche ?

— OUI ou NON, êtes-vous décidé à rompre votre silence à l'égard de ces formations et à accepter de discuter avec elles, sur la base de propositions limitées mais précises et accompagnées d'engagements sur leurs modalités d'exécution ?

La réponse de Gaston Defferre nous a été depuis précisée à Marseille. En s'alliant avec les forces réactionnaires et conservatrices, en se présentant comme un candidat anticommuniste, Gaston Defferre a montré très clairement qu'il ne pouvait plus prétendre être le candidat de l'opposition de gauche au régime gaulliste.

Il est devenu un candidat centriste.

Le P.S.U. est plus que jamais désireux de tout faire pour éviter qu'une fois de plus la gauche française ne détruise ses chances d'unité et d'efficacité politique par des divisions maladroites et inutiles. Le P.S.U. lance à nouveau un appel aux organisations de gauche :

— pour qu'elles établissent en commun les éléments d'un programme capable de mobiliser les forces populaires ;

— pour qu'elles s'entendent sur le nom du candidat qui défendra ce programme.

Le P.S.U. précisera, dès la fin des élections municipales, les nouvelles propositions qu'il entend faire afin d'éviter que le dogmatisme ou l'opportunisme n'entraînent une pluralité des candidatures de gauche.

LE CONTRE-PLAN

permet de satisfaire les revendications

Quelques jours avant Noël, le gouvernement Pompidou a fait voter par le Parlement (droite et centre réunis, comme par hasard !) les « grandes orientations » du V^e plan, qui tracent l'avenir que le gaullisme prétend imposer à notre pays de 1966 à 1970. La gauche (partis et syndicats) a unanimement repoussé ce plan.

Et on la comprend ! Le V^e plan refuse la réduction légale de la durée du travail (alors que la France est l'un des pays d'Europe où l'on travaille le plus longtemps et que le progrès technique permet une nette amélioration dans ce domaine) ; il aggrave les inégalités sociales (en limitant à 3 p. cent la hausse annuelle des salaires, alors que les profits des sociétés pourront progresser de 10 p. cent) ; il se contente d'une expansion de 5 p. cent par an (par refus d'une intervention rigoureuse de l'Etat dans les domaines où le capitalisme entend garder les mains libres) ; il privilégie les profits, pour porter l'« autofinancement » des entreprises (profits réinvestis) à un montant jamais atteint jusqu'ici (alors que salariés et consommateurs sont priés de faire les frais des plus-values encaissées par les seuls capitalistes).

En revanche, le V^e plan gaulliste organise la hausse systématique des tarifs publics (chemins de fer, électricité, gaz, postes...) et surtout, il donne la « priorité des priorités » à l'armement nucléaire et aux dépenses de prestige. Les dépenses militaires, qui ont augmenté de 63 p. cent en cinq ans,

doivent progresser, selon ce plan, de près de 40 p. cent d'ici à 1970, tandis que la crise du logement subsistera, que la misère de nos hôpitaux sera la plus grande d'Europe, que les écoles manquent...

Le P.S.U. a pensé qu'il ne suffisait pourtant pas de repousser ce plan ; la gauche doit montrer à l'opinion ce qu'elle ferait à la place du gouvernement, quels objectifs elle propose à la nation pour les prochaines années, et comment ceux-ci peuvent être atteints. Ainsi est né le « contre-plan », que le P.S.U. a proposé aux partis de gauche et aux syndicats de prendre comme base de discussion puis de revendication commune.

Faute de pouvoir résumer en quelques lignes un document détaillé et chiffré, qui remplirait 10 pages de journal, donnons-ici les têtes de chapitre et l'esprit.

Trois objectifs sont choisis par le contre-plan pour la période 1966-1970 :

1 ASSURER LE DROIT AU BIEN-ETRE POUR TOUS

A cet effet, le contre-plan prévoit la réduction de 10 p. cent de la durée hebdomadaire du travail ; la fixation à 60 ans (au lieu de 65) du droit à la retraite ; l'augmentation des 2/3 du S.M.I.G., pour le porter à 500 francs nouveaux par mois en 1970 (ce qui entraînera une forte hausse des salaires pour 2 à 3 millions de petits salariés) ; enfin, le doublement de la retraite minima qui devra

Le premier souci d'un conseiller municipal de Paris, quand il est démocrate et dévoué à ses administrés, c'est de se préoccuper des problèmes personnels et des problèmes directs de la circonscription. Il est donc normal que j'aie consacré de nombreuses interventions à l'Hôtel de Ville pour éviter des expulsions, obtenir des relogements d'urgence de cas dramatiques, faire effectuer des travaux dans des groupes d'H.L.M., installer des feux et protéger la sortie des écoles, faire aménager des espaces verts, combattre la pollution par les fumées industrielles (de l'usine Panhard, notamment), délivrer les habitants des bruits assourdissants de certains ateliers ainsi que pétarades des motocyclistes.

Mais le travail d'un conseiller municipal ne peut se borner à celui de raccommodage, si indispensable soit-il ; il faut s'élever jusqu'aux problèmes généraux sans tomber dans la démagogie. Je me suis donc donné pour règle de dénoncer des abus et de proposer des solutions logiques, que l'on pourrait appliquer immédiatement si on le voulait, mais qui, en fait, sont régulièrement sabotées, à cause de la puissance des intérêts financiers qui dominent la V^e République. Mois après mois, la population a donc pu voir pour quelles raisons l'époque de richesse incroyable et de possibilités techniques inouïes où nous vivons comporte encore tant de misère, d'inconfort, d'absurdités.

J'ai réclamé, dès 1959, la construction de 100.000 logements sociaux par an au minimum dans la région parisienne ; à l'époque beaucoup trouvaient le chiffre trop ambitieux ; aujourd'hui chacun reconnaît qu'il est en dessous des besoins. Contre la superposition des entraves administra-

Six années d'

tives et des groupes de profiteurs, j'ai également demandé la création d'un « Service national du logement », maître d'œuvre unique de toutes les constructions d'intérêt social — ce qui est un point essentiel du programme P.S.U.

C'était aller contre la collusion du gouvernement et des groupes financiers, qui nous vaut d'avoir trop peu de logements, et trop chers. Ainsi, dans l'affaire de Maine-Montparnasse, le refus de confier à un même organisme public l'ensemble des opérations aboutissait à d'invraisemblables retards — et à la prolifération de bureaux aux dépens des logements ; de même, dans l'affaire de l'Immobilier Lambert, la bienveillance du gouvernement pour un groupe privé qui utilise machiavéliquement toutes les ressources de la loi pour accroître ses bénéfices devait être dénoncée. Enfin, dans l'affaire du C.N.L., j'ai révélé, le premier, l'existence d'un rapport du ministère des Finances dénonçant les agissements de cette société, à l'époque même où on continuait à lui confier des constructions !

Encore tout récemment il a fallu m'en prendre à la nouvelle politique des « prix plafonds » du ministère de la Construction qui aboutit — probablement volontairement — à saboter discrètement la construction d'intérêt social, que le gouvernement se targue d'encourager.

L'une des causes du recul de la construction sociale, c'est d'ailleurs

Directeur de la publication :
Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

Harris PUISAIS.

CAMPAGNE MUNICIPALE

PLAN DU PSU

Représentations des travailleurs

atteindre 250 francs nouveaux par mois en 1970. La réalisation de tels objectifs nécessite une croissance de la production nationale plus rapide (5,5 p. cent par an) que celle prévue par le projet gouvernemental (5 p. cent).

2 REDUIRE LES INEGALITES SOCIALES

A cet effet, il faut accroître le pouvoir d'achat des familles populaires 2 à 3 fois plus vite (selon les cas) que celui des classes privilégiées. Pour y parvenir, le contre-plan prévoit une augmentation des salaires supérieure d'un tiers à celle des profits des entreprises individuelles; une croissance des bas salaires et des petits revenus agricoles plus rapide que celle des hautes rémunérations; un contrôle strict des profits des sociétés; la création d'un présalaire étudiant; une majoration de 45 p. cent en cinq ans de la masse des prestations sociales et familiales; enfin, une fiscalité accrue sur les hauts revenus.

3 DEVELOPPER RAPIDEMENT LES EQUIPEMENTS SOCIAUX COLLECTIFS

Le contre-plan prévoit de construire, en 1970, 550.000 logements par an (dont 300.000 H.L.M. locatives), de tripler les crédits pour les hôpitaux par rapport au IV^e plan, de donner la priorité aux constructions scolaires, aux transports collectifs, aux équipements de sport, de culture populaire et de tourisme social.

Comment atteindre de tels objec-

tifs, chiffrés dans le détail (ainsi que leurs conséquences) par le contre-plan? D'abord, en réalisant des économies sur les dépenses inutiles: crédits de la « force de frappe », investissements de luxe, consommations somptueuses...

Mais aussi, en réalisant:

- des réformes de structure urgentes mais audacieuses: nationalisation des trusts, renforcement des moyens du secteur public, démocratisation des entreprises, extension du pouvoir syndical dans l'entreprise, planification démocratique, contrôle de l'autofinancement, fiscalité équitable...

- le plein emploi des ressources nationales: lutte contre le chômage, formation professionnelle accrue, municipalisation du sol à bâtir, lutte contre le gaspillage dans tous les domaines...

L'accueil fait par les milieux de gauche à ce contre-plan a été très souvent favorable, en particulier dans les syndicats, où il est apparu clair, cohérent, constructif, donc offensif. Il a montré qu'un autre avenir — et combien meilleur! — était possible pour la France que celui des technocrates gaullistes.

Il esquisse comment, au cours d'une période donnée de 5 ans, la France d'aujourd'hui peut s'engager concrètement dans la voie du développement socialiste, si la gauche s'unit pour imposer cette étape. Le contre-plan du P.S.U. est ainsi l'une des contributions les plus positives des dernières années à la réflexion et à l'action de la gauche en France.

M. R.

Chômage, hausse des prix et des loyers, crise du logement

Tel est le triste bilan social du gaullisme

Les gaullistes — au pouvoir depuis sept ans — aiment à se vanter de leur bilan social. A les entendre, ils auraient tout amélioré, tout redressé: la production, le franc, le commerce... En vérité, le bilan « social » du gaullisme est très lourd, et pas du tout favorable aux classes populaires. Laissons parler les chiffres:

- *Le chômage s'étend* actuellement en France: plus d'un million de travailleurs ont vu leur feuille de paie diminuée par suite de réduction d'horaires (automobile, textile, métallurgie, notamment). Selon le ministère du Travail, quelque 170.000 chômeurs totaux sont actuellement recensés, soit le double de ce que l'on constate en France dans les périodes normales. La production industrielle diminue d'ailleurs depuis l'automne, de sorte que le gouvernement va devoir réviser ses prévisions économiques pour cette année: la croissance française sera inférieure de moitié (3 p. 100) à celle des bonnes années de la IV^e République (6 p. 100)...

- *Les prix, eux, ont formidablement augmenté* depuis l'avènement du gaullisme: 30 p. 100, selon les indices officiels (pourtant manipulés), bien davantage pour les loyers! Pour freiner cette hausse, le gouvernement Pompidou n'a pas agi autrement que les capitalistes de toutes les époques (Pinay et Rueff, entre autres): il a provoqué la crise économique en lançant son « plan de stabilisation ». Du coup, l'expansion a été cassée, les salaires du secteur public limités à un gain en pouvoir d'achat ridicule (de l'ordre de 2 p. 100 par an) et le patronat encouragé à refuser les hausses de salaires dans le secteur privé.

- *L'inégalité des revenus* en France a évidemment été accrue par cette politique qui faisait — comme en 1959 — payer aux petites gens le redressement du commerce extérieur et de la monnaie. Tandis que les profits augmentaient formidablement, le pouvoir d'achat du S.M.I.G. (salaire minimum)

diminuait et celui des prestations familiales.

De sorte que, sous le gaullisme, l'inégalité s'est accrue au détriment des « petits » (ouvriers, familles nombreuses, petits paysans) et en faveur des « gros » (patrons, cadres supérieurs, gros commerçants). Quand on songe que cette inégalité des revenus entre Français (après paiement de l'impôt) va déjà de 1 à 500, on apprécie combien la politique gaulliste, qui la renforce, est « sociale ».

La construction et l'école sacrifiées aux dépenses militaires

- *Pour la construction*, on pourrait tenir à peu près le même langage. Après avoir baissé de 1959 à 1962, le nombre des logements terminés augmente depuis deux ans. Mais parce que l'Etat gaulliste favorise de diverses façons la construction chère et très chère, celle qui n'est pas accessible aux familles populaires. En deux ans, les logements de ce type achevés dans l'année ont augmenté de moitié... tandis que le gouvernement supprimait les « logécos » et renchérisait les H.L.M.

Plus des deux tiers de la construction française sont désormais réservés aux riches, alors que les classes populaires sont les grandes victimes de la crise du logement. Un million et demi de personnes vivent à l'hôtel, dans des « meublés », des baraquements; 14 millions d'autres habitent des logements surpeuplés. Et la crise s'aggrave, au lieu de s'atténuer!...

- *L'école et les hôpitaux* ont, certes, eu un peu plus de crédits qu'auparavant. Mais les fonds qui leur sont alloués ont un retard croissant sur les énormes besoins de la France d'aujourd'hui, dont la population a augmenté du quart depuis la guerre. Il faudrait, selon les experts, tripler le rythme des constructions hospitalières.

Quant aux crédits scolaires, le gouvernement vient d'avouer que ses objectifs pour le IV^e Plan (1961-1965), pourtant insuffisants, ne seraient même pas atteints: le retard est de 10 p. 100 pour les écoles et de 19 p. 100 pour l'équipement culturel!...

Bref, dans tous les domaines de l'équipement social, les réalisations restent très en dessous des besoins, prolongeant l'état de pénurie. Qui peut en être accusé, sinon le gouvernement et la majorité gaullistes réactionnaires, qui détiennent le pouvoir depuis sept ans? Leur « stabilité », c'est celle de la crise sociale.

Un seul secteur a fait l'objet de tous les soins des gaullistes: celui des crédits militaires. D'abord pour poursuivre pendant quatre ans la guerre d'Algérie; ensuite pour développer la « force de frappe ». En dépit d'une réduction des effectifs, les dépenses militaires atteignent cette année le taux record de 2.080 milliards d'anciens francs! Le prix de 500.000 H.L.M. En cinq ans, les dépenses militaires ont augmenté de 63 p. 100!

Voilà la vraie priorité du régime gaulliste: la fausse « grandeur » militaire. Le reste y est sacrifié, qu'il s'agisse des H.L.M., des écoles, des hôpitaux ou des petits salaires. Le 14 mars, vous condamnerez ce choix réactionnaire.

Projet de loi à l'Hôtel de Ville de Paris

la spéculation foncière, ce cancer de la construction dans la région parisienne, où le prix du sol à bâtir a augmenté de 900 p. 100 de 1950 à 1960! Contre cette spéculation, la lutte a été constante et en partie victorieuse, puisqu'a été obtenue l'extension à Paris de la législation de réservation des sols en vigueur en banlieue (« zones à aménagement différé »). Mais il y avait quelque hypocrisie à prévoir la réservation de terrains sans donner à la collectivité le moyen de les acquérir; c'est pourquoi je n'ai cessé de réclamer à chaque session la création de cette « agence foncière » munie d'un fonds de roulement réel, que le gouvernement, protecteur de la spéculation, se refuse évidemment à mettre en place depuis des années.

Enfin, m'appuyant sur les travaux d'hommes peu suspects d'esprit utopiste, comme le sociologue Sauvy et l'ancien ministre de la Construction Claudius Petit, j'ai proposé la municipalisation du sol urbain, de façon à permettre à la collectivité de récupérer une partie de la plus-value que donne au patrimoine immobilier l'effort de rénovation urbaine fait avec l'argent des contribuables. Cette idée a été, deux ans plus tard, reprise par le groupe S.F.I.O. à l'Assemblée; elle est aussi maintenant au programme du gouvernement travailliste, en Angleterre.

D'accord avec l'Académie de Médecine, j'ai aussi dénoncé le scandale de la reconstruction des abattoirs sur l'ancien emplacement de la Villette,

pour satisfaire les spéculateurs de la viande, mais contre toutes les lois de l'hygiène. L'établissement d'abattoirs régionaux s'impose ainsi que celui de « circuits courts », amenant directement la viande aux consommateurs; le ministre Missoffe a tenté de réaliser cette idée; mais il a rapidement capitulé devant les gangs professionnels.

Autre anomalie critiquable: la politique gouvernementale de la circulation cherche uniquement à satisfaire les possesseurs d'automobile: « Le budget de la Ville de Paris est un budget d'automobilistes », phrase souvent reprise depuis. Or cette politique va elle-même tuer l'automobile à Paris, par asphyxie; à sa place, il faut exiger le développement intensif des transports en commun, et surtout du métro et du métro express régional, qui peuvent seuls décongestionner la surface.

Comme tous les problèmes parisiens, logement, circulation, etc., sont aggravés par l'afflux annuel de milliers de provinciaux; la solution n'est pas dans le transfert en province de certaines usines (exemple S.N.E.C. M.A.), que les ouvriers ne suivront pas, mais dans la création en province d'industries nouvelles, de centres culturels, d'universités, écoles techniques, etc., qui retiendront la population provinciale. Je l'ai répété bien des fois à l'Hôtel de Ville, tout en m'élevant contre le projet irrationnel de création d'un nouveau Centre d'affaires dans la zone la plus an-

cienne et la plus difficile à équiper en réseau de voirie, la zone des Halles actuelles. Ce qu'il faut, au contraire, c'est développer un vaste centre économique dans la zone Est de Paris, aux environs des gares de Lyon et d'Austerlitz, dans une région où l'on peut faire du neuf et où les grands axes de circulation seront bientôt les meilleurs de Paris. Il semble que sur ce point, le résultat ne doive pas tarder.

Ces problèmes parisiens ne sont pas indépendants des grandes questions politiques: l'argent dépensé à la « force de frappe » ne peut être utilisé ailleurs. Comme j'avais lutté contre la ruineuse et scandaleuse guerre d'Algérie, je n'ai cessé de demander l'abandon de la force de frappe, qui absorbe de quoi construire des milliers et des milliers de logements, d'écoles, d'hôpitaux...

Avec le Mouvement français contre l'armement atomique et la Confédération internationale pour le Désarmement et la Paix (ces deux organisations sont « non alignées », indépendantes des blocs militaires de l'Est comme de l'Ouest) je n'ai pas manqué une occasion, au conseil municipal et au conseil général de la Seine, de montrer la contradiction entre toute politique sociale et les dépenses ruineuses de la minuscule et inefficace « force de frappe » gaulliste. Le danger des retombées radioactives des essais atomiques existe d'ailleurs à Paris comme ailleurs. Ce qu'il faut, c'est faire vivre pacifiquement et mieux les habitants de la capitale, et non pas dans la fausse « sécurité » de la peur atomique.

Claude Bourdet
conseiller municipal de Paris.

Chaque semaine
lisez
TRIBUNE
SOCIALISTE



CUBA SOCIALISTE

UN REPORTAGE EXCLUSIF
DE HARRIS PUISAIS

4. - L'économie cubaine

Tout en préparant la libération politique de Cuba, Fidel Castro avait établi un plan de transformation de la vie sociale et du système de production entièrement entre les mains des sociétés américaines.

Mais, dans un premier temps, à la fois pour ne pas « faire peur » à la bourgeoisie libérale antibatistienne et l'associer à l'œuvre d'indépendance et parce que, quoi qu'on en dise, Castro pensait bien plus à l'efficacité d'une réelle « réforme agraire » qu'à celle de nationalisation qui signifiait automatiquement le conflit avec les U.S.A., les mesures économiques furent donc prises d'abord pour la classe paysanne.

Mais Castro entendait libérer Cuba de son asservissement aux U.S.A. et il avait prévu, combattant dans la Sierra Maestra, les lois qui devaient modifier la structure économique cubaine.

Les trois périodes

1 De 1959 à 1961, le gouvernement procéda donc à ces transformations de structures.

En ce qui concerne la réforme agraire, on regroupa les immenses propriétés de cultures extensives en fermes du peuple, ou en coopératives selon leur implantation et leur masse de main-d'œuvre.

En 1960, la répartition des terres était la suivante :

- 1) Fermes du peuple et coopératives, près de 4.000.000 d'hectares ;
- 2) Terres distribuées à des propriétaires (moins de 67 ha), 3.600.000 ha ;
- 3) Exploitations privées (de 67 à 400 ha) 1.800.000 ha.

Cette période de deux ans fut excellente et les résultats prometteurs.

La canne à sucre, par rapport à 1957, avait augmenté sa production de 19 p. 100, celle du tabac de 38 p. 100, de la tomate 44 p. 100, du riz 46 p. 100, de l'arachide 67 p. 100 (chiffres de notre camarade René Dumont).

On commença également à produire du coton.

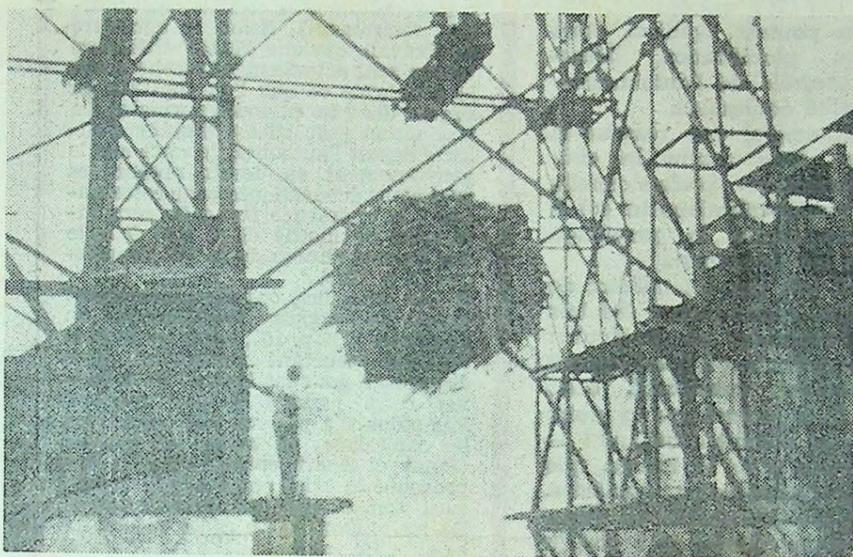
2 1962-1963.

Ce fut la période des difficultés. Le fonctionnement des structures précédemment établies était souvent anarchique, l'inexpérience était le plus souvent la règle. L'erreur de conception la plus grave concernant la canne à sucre. On avait sous-estimé son importance comme principal moyen d'achat, se privant

ainsi des crédits nécessaires au développement de l'industrialisation.

Ces deux ans payèrent les conséquences de l'optimisme de 1959-1961. Les Cubains, emportés par leur enthousiasme, avaient cru que tout serait facile et que la magie de la Révolution réglerait tous les problèmes et tiendrait lieu de plan et d'organisation.

Il ne faut pas oublier non plus que le blocus de 1960, les nationalisations de toutes les entreprises étrangères et des biens de la bourgeoisie cubaine, faites en si peu de temps, ne pouvaient pas ne pas être imparfaites. Castro reconnaît volontiers que le 15 avril 1961, en proclamant le caractère socialiste de la Révolution, il lui restait à construire le Socialisme.



La monoculture : une question au centre des débats.

3 1964 : l'année de l'économie. Plusieurs leçons furent tirées de cette période difficile.

— Tout d'abord que le développement de l'industrialisation ne devait pas nuire à la production sucrière et à l'intensification des cultures complémentaires.

— Que la planification devait corriger ses erreurs. La plus importante à mon avis avait été, en ce domaine, la totale intégration aux systèmes des démocraties populaires.

Le vice-ministre de la Planification m'a précisé qu'en 1962 on s'était, au Juceplan, inspiré de la planification tchécoslovaque.

Rien ne peut être plus aberrant que ce choix. Les deux pays n'ont rien de commun et il est notoire que le plan tchèque fut un échec. La meilleure des preuves étant dans les réformes que ce pays vient de décider.

On est, certes, revenu à de meilleures méthodes.

Disons qu'en 1964, on a constaté une progression importante de la production agricole permettant un meilleur ravitaillement (l'élevage en particulier a été très développé).

En même temps, corrigeant les fautes passées, on a établi une meilleure gestion financière.

La victoire la plus importante me semble être la réduction de la circulation monétaire anormalement gonflée, ce qui entraîne une diminution très nette de la pression inflationniste.

Ainsi donc, pourrait-on dire :

Sur bien des points il y avait à corriger des erreurs, mais les choses essentielles étaient justes, et Cuba me semble bien partie désormais.

La canne à sucre

C'est le problème vital de Cuba. La monoculture est toujours l'instrument employé par l'impérialisme pour exploiter les peuples colonisés.

Alors, inconsciemment, autour de cette monoculture se fonde l'opinion qu'il faut la réduire, qu'elle est moins nécessaire sous l'indépendance

qu'avant et qu'agissant ainsi on fait preuve de liberté.

Avant la Révolution, la moitié de la récolte était achetée par les U.S.A. En 1957, le sucre rapporta 600 millions de dollars sur une rentrée de 800 millions.

Lorsqu'en 1960, Eisenhower arrêta les achats des U.S.A., le marché mondial du sucre fut donc privé de la moitié de sa production. Mais il fallut attendre l'épuisement des stocks pour voir commencer la pénurie.

Parallèlement, le cours du sucre monta, atteignant jusqu'à 14 cents la livre.

En effet, même lorsque l'U.R.S.S. prit le relais des U.S.A. et acheta le sucre cubain, le sucre manquait à

Ils prennent référence du cours mondial (2 1/2 cents et non 5 1/2 cents), ce qui rend difficile toutes les transactions commerciales. C'est le cas en ce moment des accords entre Cuba et la Yougoslavie, Cuba et l'Espagne, Cuba et la Grande-Bretagne.

De plus, ce cours artificiel payé par l'U.R.S.S. ne durera pas toujours. Les accords Cuba-U.R.S.S. l'ont prévu jusqu'en 1970.

Et il est vrai que l'U.R.S.S. ne pourra pas continuer à acheter le sucre à ce cours.

Cuba doit donc s'attendre, au bout de ces cinq ans, sinon même avant, à une diminution de près des deux tiers de ses rentrées en devises.

D'ici là, il lui faut mettre sur pied l'infrastructure industrielle qui lui permettra de faire face par elle-même à l'importation des biens de consommation.

Ce sera là le problème vital pour Cuba, le plus important de ces prochaines années.

Cette année, la récolte s'annonce excellente. On parlait à Cuba d'une production record de 5.000.000 de tonnes, supérieure à toutes les récoltes obtenues depuis 1959!

Quelle est l'attitude des U.S.A. sur ce point ? Il semble que leur théorie actuelle soit de resserrer le blocus, de maintenir une pression qui handicape le développement économique de Cuba.

Mais cette année, ils enregistrent un échec, car ce handicap n'a pas, loin de là, entraîné une baisse de la production de sucre et celle-ci continue à être écoulée à des prix préférentiels.

Cuba doit maintenant axer sa politique sur la recherche d'accords bilatéraux, plus sûrs que la fixation du quota, modifié toujours selon le désir de l'acheteur.

Le commerce extérieur de Cuba

La réforme du commerce extérieur était donc, on le comprend bien, l'une des plus importantes à réaliser. Une économie nationale indépendante devait se substituer à la domination américaine.

Dès 1959, Che Guevara effectuait un voyage dans les pays de l'Est et commençait à créer les premiers circuits commerciaux (500.000 tonnes de sucre furent vendues à l'U.R.S.S.).

En 1960, 50.000 tonnes furent vendues à la Chine populaire.

L'U.R.S.S. accorda également un crédit de 100 millions de dollars qui permit l'achat de machines, de pa-

l'Occident et même avec l'accroissement de production dans les autres pays, le sucre cubain était nécessaire au marché mondial.

Le cours mondial actuel affecté par ce blocus est de 2 1/2 cents la livre.

Mais l'U.R.S.S. achète le sucre cubain à 6 cents la livre, lui accordant par ce procédé une aide énorme pour le développement industriel. De plus, payant en dollars, l'U.R.S.S. enrichit ainsi Cuba des devises qui lui permettent de faire face à son commerce extérieur.

La Chine achète également sur la base de 6 cents et les pays de l'Est, qui par compensation importent le sucre, le font sur la base de 5 1/2 cents.

Là où il y a un problème, c'est lorsque des pays occidentaux veulent acheter du sucre ou le recevoir en paiement.

Le Budget de Cuba pour 65

Il s'élève à 2.535.885.400 pesos soit en valeur francs comparée au dollar à 100 milliards d'anciens francs.

Le tableau suivant donne un aperçu intéressant sur la ventilation des crédits.

Il n'y a, me semble-t-il, de discutabile que le montant de la Défense nationale. Il m'apparaît sans commune mesure avec l'immense effort militaire fait à Cuba pour préparer la défense du pays contre les attaques contre-révolutionnaires financées par les U.S.A. et contre les provocations permanentes des U.S.A. à partir de la base de Guantanamo.

Recettes		Dépenses	
Entreprises d'Etat ..	1.883.285.400	Financement de l'Economie nationale....	873.250.467
Impôts directs	344.500.000	Administrat. paysanne.	135.668.897
Versements Sécurité sociale	73.900.000	Services sociaux et culturels	695.649.246
Impôts transports ..	6.300.000	Administrat. publique.	136.822.847
Impôts sur vente immobilière	800.000	Défense nationale ..	213.200.000
Impôts indirects	24.800.000	Autres ministères ..	162.712.482
Autres impôts	183.100.000		313.371.461
	3.200.000		
	2.535.885.400		2.535.885.400

Ce budget est en augmentation de 136.878.500 pesos sur celui de 1964.

Les entreprises d'Etat rapportant à elles seules 83.016.400 pesos en plus.

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIE

Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :

ERIC BERGAIRE

Administration : 54, bd Garibaldi Paris (XV*)
Tél. : SUF 19-20

Rédaction : 81, r. Mademoiselle Paris (XV*)
Tél. : FON 22-60

Publicité :

Geneviève Mesguiche
6, Avenue du Maine
Paris-14* Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire: 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F

Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication : Roger CERAT.

LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
59-61, rue La Fayette
Paris (9*)

CUBA SOCIALISTE (suite)

... de produits chimiques et de pétrole.

L'Allemagne de l'Est, la Pologne, la Bulgarie, la Tchécoslovaquie commencent alors à commercer avec Cuba.

De même, des marchés furent signés avec plusieurs pays de l'Amérique latine (Chili, Venezuela, Mexique) et d'Afrique (Algérie, Maroc, Egypte).

Castro tient beaucoup à préciser qu'il désire commercer avec TOUS les pays et pas seulement avec les pays socialistes. Son désir est de modifier le plus tôt possible l'équilibre de son commerce extérieur. Par exemple, en 1964, Cuba a vendu pour 150 millions de dollars et acheté pour 450 millions à l'U.R.S.S.

Exportations (en %)

	1959	1960	1961	1962	1963
Pays socialistes	2,2	24,4	74,7	82	70
Autres pays	97,8	75,6	25,3	18	30

Balance commerciale avec les pays socialistes en % en 1963

Pays	Exportations	Importations
Albanie	0,1	0,1
Bulgarie	2,5	0,7
Corée	0,6	0,4
Tchécoslovaquie ..	10,4	7,8
Chine	19,9	12,9
Hongrie	3,3	1,7
Pologne	5	4,1
R.D.A.	10,9	5,2
Roumanie	1,7	1
U.R.S.S.	44,8	65,5
Vietnam	0,3	0,2
Yougoslavie	0,5	0,4

Le commerce avec la France :

En 1963, les échanges commerciaux se sont élevés à 20 millions de dollars, bien moins qu'avec l'Italie et le Canada.

Un effort pourrait être fait pour une extension de ce commerce (construction d'usines, vente de voitures...).

L'industrialisation

Le ministère des Industries, dirigé par Che Guevara, a dû faire face au triple problème :

- nationaliser tous les biens étrangers ;
- donner du travail à tout Cubain en état de travail ;
- fournir, sur le plan technique, la main-d'œuvre nécessaire à l'extension industrielle.

L'aide de pays socialistes a permis la création d'usines textiles, de ciment, de fabriques d'appareils ménagers, de pièces détachées, d'industries de taille moyenne pour utiliser les matières premières du pays (kaolin, en particulier...). Les richesses minières sont en cours d'exploitation (nickel, surtout) et les recherches de sources pétrolières continuent à se poursuivre. On aurait trouvé du pétrole dans la mer et un nouveau Bakou pourrait surgir, ces prochaines années.

La semaine prochaine :

L'Éducation,
La lutte contre l'analphabétisme,
L'Enseignement ouvrier et paysan.

Un affront inutile

Le grand poète Nicolas Guillen, invité en France par plusieurs universités pour y présenter des conférences sur « l'influence de la littérature française à Cuba », a été refoulé à la frontière hispano-française, en vertu d'un arrêté d'expulsion remontant à 1958.

« T.S. » s'élève contre cette mesure vexatoire prise contre un grand ami de la France.

Les œuvres de N. Guillen sont inscrites cette année au programme de l'agrégation d'espagnol.

A quoi donc a servi le voyage à Cuba d'une délégation de la Commission des Affaires culturelles de l'Assemblée nationale ?

A quoi donc sert un ambassadeur de France qui laisse infliger un tel camouflet à l'un des plus grands poètes ayant chanté la liberté ?

Nous dénonçons cette attitude bête et inutile.

H. P.

A propos du Congrès de l'U.E.C.

Après la lettre du Bureau national de l'U.E.C. au Comité central du P.C.F., et avant le Congrès de l'U.E.C., il nous a semblé nécessaire de faire l'analyse de ce texte qui remet en cause un certain nombre de notions héritées des séquelles du stalinisme, tant sur le plan de l'analyse du capitalisme en France, sur l'analyse des classes sociales et sur la définition d'une stratégie pour le mouvement ouvrier.

1) Analyse du capitalisme

L'aspect fondamental de ce texte est la remise en cause de l'analyse traditionnelle du capitalisme ; le stalinisme a imposé une conception catastrophique du système capitaliste qui ne pouvait que conduire « à la ruine de la population », aux crises généralisées, « à l'asservissement, au pillage, à la militarisation, etc... »

Cette analyse, valable à son époque (en particulier lors de la crise économique de 1929), semble ne plus avoir de prise sur les réalités politiques, économiques et sociales d'aujourd'hui.

A) L'expansion capitaliste

Le développement actuel de la société capitaliste présente des caractères et des tendances absolument nouveaux : un accroissement puissant et presque ininterrompu des forces de production, un certain nivellement des revenus, la liquidation de l'ancien empire colonial, une certaine capacité d'intégration internationale...

L'analyse qui consistait à dire qu'une « certaine socialisation de la production » ne pouvait être supportée par le système capitaliste, que ce développement de la socialisation ne pouvait que conduire à un point de rupture (crise ou révolution) semble fautive, dans la mesure où ce processus de socialisation devient un élément de développement même du capitalisme (ce qui ne signifie pas, bien évidemment, la disparition de la contradiction entre le profit, qui reste un des moteurs du capitalisme, et cette socialisation : bien au contraire).

L'expansion que nous venons d'analyser est liée étroitement à une production des biens de consommation de masse. D'où l'élévation constante du niveau de vie des travailleurs (et non la paupérisation). Les besoins élémentaires et matériels des individus peuvent dans l'ensemble être satisfaits par le système, dans la mesure où ils sont étroitement liés à la reproduction de « la force de travail » de tout individu. (Habillement, alimentation, soins médicaux, instruction minimum...)

Mais l'aliénation capitaliste ne se manifeste plus seulement au niveau de l'exploitation de la force de travail, dans les rapports de production, mais dans la « consommation », ce qui bouleverse même les rapports sociaux. Il ne s'agit pas d'une consommation développant l'activité humaine, mais d'une consommation soumise fondamentalement aux lois du marché, du profit et à la production capitaliste.

B) Une insuffisance : le rôle de l'Etat

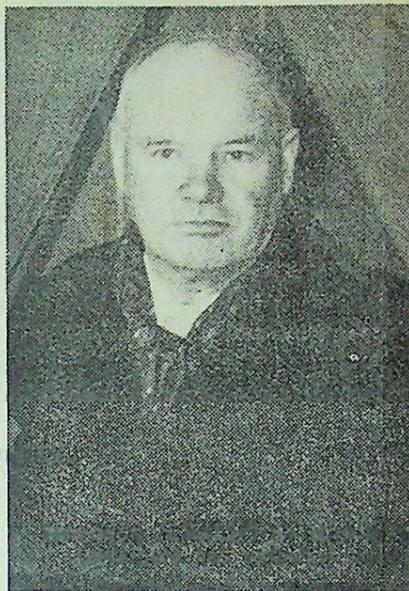
Ce rôle de l'Etat, en particulier du gaullisme, qui n'apparaît pas dans le texte de l'U.E.C., a fait l'objet d'un certain nombre d'analyses au P.S.U.

Après la guerre, il y eut une transformation capitaliste sous la pression de l'Etat (apparition du Plan et des Nationalisations). Le développement économique, la montée au pouvoir des technocrates, l'influence croissante des techniciens dans les entreprises a changé le visage du capitalisme. L'Etat n'est plus seulement au service du Capital, il est devenu l'Etat capitaliste garant des structures fondamentales du capitalisme. Le capitalisme est resté essentielle-

ment mercantile, tourné vers la recherche du profit, mais c'est l'Etat qui en assure le maintien.

Cette transformation économique a entraîné en retour un plus grand contrôle du caractère capitaliste de l'Etat : ce fut l'abandon du parlementarisme au profit du gaullisme centralisateur, qui par ailleurs pourra arbitrer entre les différents courants du capital (contradiction entre secteur privé et secteur public, par exemple).

En conclusion, l'autorégulation du capitalisme privé ne suffit plus à garantir l'harmonie et le dynamisme du système de production. D'où la



(Photo Keystone.)

Le choix :
Thorez...

nécessité de construire un nouvel ordre politique pour maintenir et développer les structures fondamentales de la société capitaliste.

2) La stratégie du Mouvement ouvrier

Cette transformation politique et économique a permis au P.S.U. de poser en termes nouveaux les problèmes des voies de passage au socialisme, ce qui fonde par ailleurs son existence.

De même, la stratégie défensive imposée par l'analyse stalinienne est condamnée avec juste raison par le B.N. de l'U.E.C.

A) La lutte pour la Démocratie

La lutte pour « une démocratie véritable », pour les libertés démocratiques est le résultat des analyses du mouvement ouvrier, au moment de la Libération, après les expériences fascistes et la guerre mondiale.

Cette lutte, valable à son époque (retour à la démocratie libérale et bourgeoise qui permettrait par la suite au mouvement ouvrier de poser les problèmes du passage au socialisme), semble inadéquate aujourd'hui. Elle ne tenait pas compte de la possibilité pour le capitalisme « malthusien » de se transformer sous la pression de conditions objectives (évolution économique, rôle de l'Etat).

C'est ainsi que le capitalisme a assimilé en les déformant un certain nombre d'exigences démocratiques ; c'est ainsi que le capitalisme ne restreint plus seulement la liberté d'expression, mais il prédétermine la formation et l'activité humaine, par la publicité, la « culture de masse », etc.

Cette transformation nous oblige à poser « les valeurs démocratiques » en termes nouveaux, les rapports entre « démocratie et socialisme » en termes politiques au contenu plus élevé.

B) La lutte pour le Socialisme

Le niveau de la bataille étant plus élevé, le système capitaliste étant capable dans une certaine mesure de satisfaire les revendications quantitatives de la classe ouvrière, le système capitaliste ne peut être mis en contestation qu'à partir d'exigences « qualitatives ». D'où la nécessité de la définition d'une stratégie nouvelle, d'une stratégie offensive pour les forces socialistes.

« L'alternative socialiste », c'est la nécessité et l'obligation de la mise à l'ordre du jour du socialisme pour la critique radicale du système capitaliste, c'est aussi la mise à jour de la conquête du pouvoir par les masses.

Entre autres conséquences, la lutte syndicale ne peut être seulement la lutte pour une amélioration des conditions matérielles des travailleurs. Sinon, cette lutte risque d'aboutir à une intégration subtile et à une paralysie totale du mouvement syndical.

Ces nouvelles exigences de lutte face à une transformation du capitalisme impose au syndicat de mettre en avant un certain nombre de réformes structurelles, dans le cadre d'une critique générale du système capitaliste et la nécessité de mettre en avant des contre-propositions qui par ailleurs élèvent le niveau de conscience des travailleurs. (Ce renouveau implique par ailleurs l'enterrement de la charte d'Amiens et de la notion léniniste du syndicat « courroie de transmission ».)

Cette mutation du syndicat ne doit pas être la conséquence d'une incapacité des partis à définir une stratégie politique valable, mais est simplement le résultat d'une mutation importante à l'échelle économique, qui oblige le syndicat à porter les luttes au niveau où se trouvent véritablement les « centres de décision » (contrôle de l'embauchage, répartition des postes de travail et des cadences dans les entreprises et plus généralement problème de l'orientation des investissements et des choix en matière de planification).

Mais cette nécessité de la lutte « pour des objectifs intermédiaires », s'inscrivant dans une stratégie globale et cohérente, entraîne inévitablement une nouvelle définition des rapports partis-syndicats. Ils sont désormais des partenaires égaux, qui doivent discuter en commun de leur stratégie et de leurs objectifs dans le cadre de la lutte pour l'instauration du socialisme. C'est là la stratégie du Front socialiste.

3) Analyse des classes sociales

A) Les couches nouvelles

Un autre point extrêmement positif que le P.S.U. développe depuis un certain nombre de mois est la nécessité de gagner « les couches nouvelles » pour qu'une démocratie socialiste puisse s'instaurer véritablement en pays industrialisé. Ce point a été largement développé par l'U.E.C.

Mais les couches nouvelles ne peuvent être seulement définies par ce que l'on appelle les organisations populaires, culturelles et autres, organisations qui, par leur lutte, leurs analyses, leurs revendications auraient intérêt à vouloir une démocratie socialiste qui réaliserait pleinement leurs aspirations. Cette définition reste par trop variée et par trop ambiguë.

Elles ne peuvent non plus être définies comme les couches ayant de « graves raisons morales et idéologiques », voire personnelles, de rejoindre le combat de la classe ouvrière. (A la limite il y aurait ceux qui ont eu la chance de lire Marx, et ceux qui ne l'auraient pas lu et qui donc ne peuvent avoir de raison valable, de raison de classe pour rejoindre le combat de la classe ouvrière.)

En fait, il est à remarquer que le salariat s'étend de plus en plus à des couches non prolétariennes (techni-

ciens, cadres moyens) et que ces couches vont s'accroître en nombre d'une façon gigantesque dans les prochaines années. D'où la nécessité d'une lutte commune sur des objectifs discutés en commun entre ces couches et la classe ouvrière.

Le phénomène de la consommation déjà analysé s'étend à des groupes sociaux de plus en plus nombreux. Il apparaît des problèmes de plus en plus complexes, que le socialisme a du mal à aborder du fait de son absence de recherche et d'analyse : problèmes de la femme dans une société capitaliste, problèmes de l'école et de l'université, donc de la jeunesse et des étudiants, problèmes de l'organisation agricole en pays capitaliste et de la réponse à y porter (C.N.J.A.), problème de la médecine (G.E.R.M.M. et C.N.J.M.) (1). Il ne s'agit plus de problème particulier ou individuel, mais de problèmes qui concernent des couches sociales importantes qui savent que leurs aspirations ne seront pas satisfaites dans le cadre du système.

Et ces forces sont prêtes à discuter avec le mouvement ouvrier, ses organisations politiques, non pas pour des intérêts égoïstes ou de circonstances, mais pour opposer une réponse générale au système qui les conditionne et les aliène, en fonction de leurs motivations économiques et politiques (refus de la médecine réduite aux lois du marché capitaliste, par exemple).

Un autre aspect plus fondamental de la prise de conscience de ces couches non prolétariennes est par exemple la restriction de plus en plus généralisée des centres de décision entre quelques technocrates et économistes. Ceci concerne plus particulièrement les techniciens et les cadres moyens de l'économie, qui, dans les entreprises, sont les robots irresponsables appliquant les directives de Brain-Trust, que par ailleurs ils ne connaissent pas. La division technique et sociale du travail qui s'étend maintenant au domaine du savoir (science et technique) est destinée à les transformer en jouets passifs du système, en leur évitant toute possibilité de critique de ce système (c'est particulièrement visible aussi au niveau de la formation des étudiants). Or, bien au contraire, la prise de conscience sociale et politique de ces couches s'étend de plus en plus (exemple désormais classique de N.E.Y.R.P.I.C.



(Photo Keystone.)

...ou Togliatti.

et de la lutte de l'U.N.E.F. pour une formation véritable des étudiants).

En conclusion, leur travail est devenu un travail exploité, ce qui bouleverse les structures sociales classiques des pays européens industrialisés par l'introduction de couches intermédiaires faisant apparaître de nouvelles contradictions dans la société capitaliste.

B) L'unité

Cette complexité de l'organisation sociale, le salariat qui s'étend à une parité plus grande de la société nous oblige à reviser le concept classique de l'unité, car le rapport des forces dans la société capitaliste se modifie profondément, faisant apparaître la possibilité d'une lutte de masse pour le socialisme.

L'unité ne peut être désormais seulement faite autour d'actions communes pour l'obtention de satisfactions immédiates, corporatives, défensives ou sectorielles. L'unité nécessite un dialogue au contenu politique élevé sur des thèmes politiques qui ne concernent plus seulement la classe ouvrière, mais aussi des couches sociales qui ont intérêt à la destruction du système et sont donc disponibles dans la lutte pour l'instauration d'une démocratie socialiste qui seule peut apporter une réponse globale aux transformations qu'ils réclament.

Les insuffisances des mots d'ordre classiques de l'unité (cf. problème de la démocratie et du socialisme) les ont vidés de leur contenu politique à la suite du développement de la nouvelle situation offerte par le « capitalisme d'organisation » (Herbert Marcuse). Seule une élaboration commune de la classe ouvrière et de ces nouvelles couches permettra, dans le cadre d'une critique générale du système, une mobilisation sur les thèmes du socialisme démocratique qui, par ailleurs, donnera une impulsion profonde par une véritable participation des masses à cette élaboration. Seul un véritable dialogue intégrera efficacement ces couches sociales dans le courant socialiste et révolutionnaire (c'est ainsi que l'attitude du P.C.F. vis-à-vis des intellectuels ne peut qu'être un frein à leur engagement politique par le refus dogmatique de la discussion).

particulier le P.C.F., sont aptes, dans l'état actuel de leur composition, et de leur absence d'analyse marxiste, de favoriser et de participer à un tel courant unitaire.

Si l'on répond par la négative, alors se pose le problème de la création d'une véritable force socialiste capable de « dialoguer » avec le P.C.F. sans en être la force d'appoint (condition essentielle de l'évolution du P.C.F.), c'est-à-dire une force socialiste de masse non réformiste qui puisse poser les problèmes de l'alternative au gaullisme.

Tels sont par ailleurs les problèmes qui doivent se poser au P.S.U. dans les mois à venir, s'il ne veut pas s'ajouter à la liste des naufrages des partis groupuscules de gauche non réformistes ou réformistes qui ont jalonné les trente dernières années de notre histoire, tiraillés entre la S.F.I.O. et le P.C., car incapables de définir une stratégie autonome.

Telles sont rapidement les analyses que l'on peut faire du texte du B.N. de l'U.E.C. Nous avons laissé de côté, exprès, les problèmes du monde étudiant, la remise en cause de la notion léniniste de l'impérialisme ou de la guerre révolutionnaire, de la coexistence pacifique définie « comme la forme supérieure de la lutte des classes », etc.

Il semble plus urgent que jamais que les courants rénovateurs de la gauche participent à la définition d'une stratégie cohérente du mouvement socialiste, au moment où le P.C.F., voulant réduire à sa merci l'U.E.C., prouve son refus de poser les vrais problèmes.

J.-Cl. Gillet.

(1) G.E.R.M.M. : Groupe d'Etudes et de Recherches pour une Médecine Moderne. — C.N.J.M. : Contre National des Jeunes Médecins.

A la Mutualité Solidarité avec les peuples espagnol et portugais

A l'appel de l'U.N.E.F., du Mouvement de la Jeunesse communiste, des Etudiants du P.S.U. et de plusieurs autres organisations de jeunesse, le mardi 2 mars, 4.000 étudiants et jeunes de la région parisienne s'étaient rassemblés à la Mutualité pour affirmer leur solidarité avec leurs camarades d'Espagne et du Portugal. Deux avocats, Maîtres Jacob et Lederman, faisaient à l'assistance un tableau de la situation tel qu'ils l'avaient pu l'observer les commissions d'enquête auxquelles ils avaient participé.

Auparavant, Bernard Shreiner, président de l'U.N.E.F., avait lu, au nom des différentes organisations appelant au meeting, un texte rappelant le rôle très important joué par les étudiants aux côtés des travailleurs dans la lutte contre les dictatures fascistes de Franco et de Salazar.

Madame Julian Grimaud, une déléguée du Front national de Libération, avec, à sa tête, Alvarez del Vayo, et de nombreux étudiants et travailleurs espagnols et portugais, représentaient à ce meeting leurs peuples en lutte pour leur libération.

La participation à cette manifestation de nombreux étudiants du P.S.U. indique l'importance accordée par les E.S.U. à la lutte de leurs camarades espagnols et portugais.

La définition d'une telle unité autour de contre-propositions positives ou d'un programme opposé aux propositions du régime, dans le cadre d'une stratégie globale d'alternative, élève le niveau de conscience des masses et permet une unité durable sur des bases saines et sans ambiguïté.

Mais, bien évidemment, une telle unité pose bien des problèmes : le premier est de savoir si la social-démocratie occidentale, réformiste et incapable d'une critique radicale du système capitaliste, peut s'intégrer ou non dans une telle conception stratégique unitaire. Le deuxième problème est de savoir si oui ou non les partis communistes occidentaux, et en

GRUPE P. S. U. DE LILLE
Fédération du Nord
JEUDI 18 MARS à 20 h. 30
au Café de la Paix - 1^{er} étage
Grand-Place à Lille
DEBAT animé par
GEORGES CONCHON
(Prix GONCOURT 1964)
sur
« L'AVENIR DU ROMAN »

A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.

Le P. S. U. repart du bon pied.

Mais l'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à tous ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant.

Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.

Jean ARTHUYS,
Trésorier national.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, au P.S.U.,
81, rue Mademoiselle, Paris-15^e, la somme de :

NOM : Prénoms :

Adresse :

Signature :
C.C.P. P.S.U. n° 14020-44 Paris.

CINÉMA

“De l'Amour”
de Jean Aurel



Philippe AVRON et Anna KARINA : deux visages (aimables) de l'amour.

Film littéraire (puisque inspiré ouvertement de Stendhal), « De l'Amour » est un film dont on ne chicanera pas la perfection formelle. Jacques Laurent, le scénariste, est un esprit brillant; Jean Aurel un metteur en scène qui connaît toutes les subtilités de la grammaire cinématographique. L'association de ces deux garçons est un modèle d'entente intelligente; de celle qui s'établit dès le premier regard. Elle est aussi constamment inspirée. Comme l'ironie vient à point, dans leur adaptation, relancer la tendresse ou la rouerie donjuanesque des personnages, on ne s'ennuie guère.

Bien entendu, tout ce beau monde évolue dans un milieu très huppé; mais on sait, depuis longtemps, que les bourgeois adorent se donner en spectacle. Ne craignons donc pas de jouer les voyeurs: on apprendra ainsi à découvrir (ou à retrouver) des visages de comédiens dignes de la plus grande estime. Je pense surtout à Philippe Avron et à Anna Karina; à Elsa Martinelli également. Quant à Michel Piccoli, il affirme un talent de conducteur extraordinaire. Bravo pour la leçon de conduite...

Jean-Jacques Vernon.

“L'Attaque dura sept jours”
d'Andrew Martin

Que reste-t-il de Mourir ou crever dans la version cinématographique Andrew Martin? Des combats spectaculaires, des corps à corps sauvages, images, certes, assez proches de ce que fut la reconquête des Philippines, il y a vingt ans. Mais le livre de James Jones, ce n'était pas seulement la guerre et son hideux folklore; s'était surtout la compagnie C; l'histoire d'une communauté d'hommes sacrifiés dans une mission meurtrière et prenant peu à peu conscience de leur situation. « C - comme - Charlie », dans L'Attaque dura sept jours, est tou-

jours là, mais comme une entité. La plupart des personnages ont disparu au profit du soldat Doll (Keir Dullea) et du sergent-chef Welsh (Jack Warden). Le bleu et le vétéran. Malgré le talent indéniable des interprètes, la simplification n'est pas convaincante. En ramenant cet épisode de la bataille de Guadalcanal à un conflit de caractères, Martin n'a pu restituer toute la richesse, toute la complexité d'un livre qui débouchait sur la dénonciation violente des horreurs de la guerre.

J.-J. V.

Vient de paraître

HISTOIRE

LA BATAILLE DE MOSCOU, Ronald Seth (traduit de l'anglais) — Une contribution solide à la connaissance de l'événement qui devait marquer le grand tournant de la deuxième guerre mondiale. — Ed. Plon.

ESSAIS

QUESTIONS ACTUELLES DU SYNDICALISME, Pierre Le Brun. — Paupérisation, revendications, planification, syndicalisme, politique; autant de questions que l'auteur examine à la lumière d'une longue expérience militante ouvrière. — Ed. du Seuil.

LA PHOTOGRAPHIE, MOYEN D'EXPRESSION ET INSTRUMENT DE DEMOCRATIE, Jacques Windenberger. — Les excellents documents photographiques de cet ouvrage montrent l'orientation proposée par l'auteur: faire de la photographie un véritable moyen d'analyse, c'est-à-dire un instrument constructif et non pas

un simple mode d'utilisation. — Les Editions Ouvrières.

Poésie

LE CHIEN A LA MANDOLINE, Raymond Queneau. — Recueil de poèmes, où la syntaxe se laisse parfois bousculer pour que la poésie gagne en couleur. — Ed. Gallimard.

PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 3 au 9 mars

DE L'AMOUR

MUSIQUE

Les instruments de l'orchestre

Le quatuor à cordes classique est formé de deux violons, un alto et un violoncelle.

L'alto qui a la même forme que le violon est un peu plus grand, il est accordé une quinte plus bas. La sonorité de l'alto est moins claire que celle du violon mais plus veloutée et mélancolique. Il est regrettable que les compositeurs ne produisent pas plus d'œuvres pour cet instrument qui mériterait d'être mis en valeur comme soliste.

Le violoncelle, dont la taille est bien supérieure à celle des violons et altos, se tient entre les jambes, il est accordé à l'octave grave de l'alto. Il est le successeur de la viole de gambe.

C'est un instrument chantant, sa littérature abondante contient le meilleur et le pire. Il sert de basse au quatuor à cordes bien qu'il puisse monter très haut.

Servant de basse à l'orchestre qu'elle renforce et soutient, la contrebasse, ce violoncelle géant, est le dernier du groupe des instruments dits à cordes.

La contrebasse est employée avec archet ou en pizzicati aussi bien par l'orchestre classique que par les orchestres de jazz.

Notons que la contrebasse a des virtuoses, tel le chef d'orchestre Koussevitzky.

Pierre Bourgeois.

LIVRES

Charles Trenet

Mon ami Eric Johansson a, la semaine dernière, consacré un article à Jacques Brel dont les œuvres viennent de paraître chez Seghers (poètes d'aujourd'hui). Brel, je le reconnais, est un grand parmi les étoiles de la chanson poétique, mais citer Brel, Brassens, Ferré et oublier Charles Trenet me semble injuste.

« C'est un poète oui... da, j'en fais serment », disait Paul Fort, et pas seulement petit poète; non, il est de bonne race ce Narbonnais blond, de ceux qui ont fait retrouver sa vraie place à la romance.

La poésie du siècle se retrouvera un jour dans « une noix », cette noix où l'on voit quand elle est fermée :

Toute une armée
De soldats bardés de fer
Qui, joyeux, partent pour la guerre.
On y voit briller la mer
Et dans l'espace d'un éclair
Un voilier noir
Qui chavire.
On y voit les écoliers
Qui dévorent leurs tabliers
Des abbés à bicyclette
Le quatorze juillet en fête
Et ta robe au vent du soir.
On y voit des reposoirs
Qui s'apprenent.

C'est dans l'atmosphère des petites villes de province mélancoliques que nous retrouvons le mieux cette poésie qui est, il est vrai, plus ambiance et originalité qu'arrangements savants de mots.

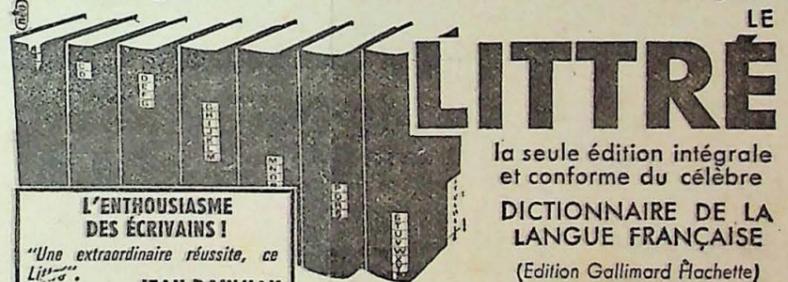
J'avoue que je suis mauvais juge, mais des dix-huit ans ont chanté Trenet plus qu'il ne fallait. Je ne défends plus, écoutez simplement :

La pavane des patronages
Sur les bancs comme des images
Et dans l'œil de M. l'abbé
On voit au sommeil atablés
Tous les enfants des patronages.
Echasses, quilles et maillets
Dorment loin des jeux et du bruit
Comme dorment dans leur jeune âge
Comme dorment dans leur jeune âge
Tous les enfants des patronages
Comme dort la Vierge Marie
Comme dort la Vierge Marie
Quand elle a fini son ménage.

Vous trouvez ça bébé?, monsieur le grand esprit, peut-être? Mais ça vaut bien Claudel et au moins Trenet ne se prend pas pour un grand monsieur triste. Comme dit Ferré, ça repose.

M. Joch.

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



L'ENTHOUSIASME
DES ÉCRIVAINS!
"Une extraordinaire réussite, ce Littré".

JEAN PAULHAN
de l'Académie Française

"Par sa forme inhabituelle, il sera facile à loger dans les bibliothèques et à portée de la main. C'est le plus beau cadeau que l'on puisse faire à un homme instruit et désireux de s'instruire".

MAURICE GARÇON
de l'Académie Française

"Un cadeau royal et précieux".
FRANÇOIS MAURIAC
de l'Académie Française

"Bravo pour le Littré! Le format, la différence de caractères, la marge spacieuse où débordent le mot cherché, la reliure; tout témoigne d'une connaissance parfaite de ce que l'on peut souhaiter d'un dictionnaire".
MARCEL JOUHANDEAU

"L'enveloppe nouvelle, sous laquelle se présente un texte reproduit avec vénération, n'est pas une des moindres joies que procure aux lecteurs ce roman d'aventures - les aventures de la langue française".
RAYMOND QUENEAU
de l'Académie Goncourt

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs:

10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglerais (cocher le cas figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et serai en ce cas libre de tout engagement.
Nom Profession
Adresse Signature
N° C.C.P. ou bancaire

JEUNE DYNAMIQUE



DES IDÉES NEUVES

DES SOLUTIONS HONNÊTES

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ

Pour adhérer : 81, rue Mademoiselle, Paris-xv

Chaque semaine lisez *Tribune socialiste*, hebdomadaire du PSU
